

Pr. Géraldine Giraudeau

Née le 3 février 1983

Nationalité française



Agrégée des Facultés de droit

Professeure en délégation à l'Université de la Nouvelle-Calédonie

Membre du Larje

Membre de la *Société française pour le droit international*.

Membre de la branche française de l'*International Law Association*.

Langues de travail : français, anglais et espagnol. Notions d'arabe standard.

Formation/concours

2014- Agrégation de droit public (1^{er} concours)

2011- Qualification aux fonctions de maître de conférences

2010- Doctorat de droit international public, Université Paris 1 Sorbonne et Université Carlos III de Madrid (cotutelle)

- Sujet de thèse : *Le juge international et le règlement transactionnel des différends territoriaux*
- Mention : Très honorable avec les félicitations du jury – Proposition pour un prix de thèse et de subvention en vue d'une publication
- Jury : Pr. Geneviève Bastid-Burdeau (Université Paris 1), Pr. Carlos Moreiro González (Université Carlos III), Juge Torres Bernardez, Pr. Karel Wellens (Radboud University Nijmegen), Pr. Carlos Fernandez Liesa (Université Carlos III de Madrid, Directeur de recherche), Pr. Pierre Michel Eisemann (Université Paris 1, Directeur de Recherche)
- Prix de l'école doctorale de droit de la Sorbonne

2006- Master 2 droit international et organisations internationales, université Paris 1 Sorbonne

2005- Master 1 droit public spécialité droit international et communautaire, université de Nantes (dont un semestre en Erasmus à l'Université d'Helsinki, Finlande)

Carrière

Depuis juillet 2017- Déléguée à l'Université de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa

2014-2017 Professeure à l'Université de Perpignan Via Domitia

2012-2016 Juge assesseur à la Cour nationale du droit d'asile, nommée par le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés

2011-2014 Maître de conférence à l'Université d'Orléans

2009-2011 ATER à l'Université Paris 1 Sorbonne

2006-2009 Allocataire de recherche à l'Université Paris 1 Sorbonne et chargée de TD à l'Université Carlos III de Madrid

Enseignements

Matières dispensées actuellement : droit international public, droit de l'Union européenne, relations internationales, évolution constitutionnelle de l'Outre-mer, régimes politiques étrangers.

Matières dispensées entre 2011 et 2014 en tant que maître de Conférences à l’Université d’Orléans, puis entre 2014 et 2017 en tant que professeure à l’Université de Perpignan: droit international public, relations internationales, systèmes juridiques et droit européen comparé, droit constitutionnel et administratif comparé, *common law* (en anglais), droit de l’Union européenne, droit des institutions européennes.

Cours dispensés temporairement à l’Institut des Affaires Internationales du Caire (Droit matériel de l’Union européenne, décembre 2012) et à l’Université de Séville (le droit d’asile en Europe, avril 2013 et février 2014).

« Tribunal des Etudiants » dans l’affaire du Statut du territoire et du peuple tibétain, Plaidoirie pour la Chine, Université Libre de Bruxelles, avril 2015.

Responsabilités pédagogiques et activités d’évaluation

Responsable du master droit, UNC

Responsable de la formation CRFPA, UNC

2016, membre du jury du concours externe de l’ENA (questions internationales)

2013-2014, responsable de la licence européenne à Orléans

Membre du jury du grand oral de l’examen du CRFPA, Orléans, 2012

Participation à divers jurys de thèse

Publications

Thèmes principaux de recherche : droit international général, questions territoriales, droit de la mer

Autres thèmes d’intérêt : droit d’asile, religion et droit, droit et internet

A paraître :

« Quand de nouveaux principes émergent de la révolution numérique : le principe de la neutralité du Net en droit international », Actes du colloque de l’Université de Tours *La neutralité et le droit* (octobre 2016), à paraître en 2017.

« Le Saint-Siège et le Conseil de l’Europe », actes du colloque de l’Université de Nanterre, *La religion et le droit international*, Pedone, à paraître en 2017.

« Les espaces de transition en droit international public », in A. Farinetti, *Actes du colloque organisé les 12-13 novembre 2015 à l’Université de Sceaux, Continuité et discontinuité territoriale*.

Déjà parus :

Ouvrages

G. Giraudeau, C. Guerin-Bargues, N. Haupais (dir.), *Le fait religieux dans la construction de l’Etat*, Actes du colloque d’Orléans de juin 2014, Paris, Pedone, 2016, 273 p.

(Dir.) : *La réforme des organisations économiques internationales face à la globalisation, Journée franco-espagnole*, Paris, Mare et Martin, 2015, 202 p.

Les différends territoriaux devant le juge international : entre droit et transaction, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2013, x-547 p.

Articles et contributions

20. « La Santa Sede y el Consejo de Europa », *Anuario Espanol de Derecho Interacional*, v. 34, 2018, pp. 207-228. Version traduite et corrigée de l'intervention au colloque de Nanterre.
19. « La France et le droit d'asile : quelques observations juridiques sur les procédures et la situation des personnes », *Ethique et Santé*, Volume 15, Issue 2, Juin 2018, pp. 97-104.
18. « Que peut-on attendre du référendum de 2018 sur la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie ? », *Blog Jus Politicum*, 13 décembre 2017.
17. « Les nouvelles obligations et les obligations renouvelées des Etats à l'ère du numérique », Actes du colloque de l'Université de Perpignan (mars 2017), S. Chatry et Th. Gobert (dir.), *Numérique : nouveaux droits, nouveaux usages*, Mare et Martin, 2017.
16. « Sharks Need Protection and Surfers Want Security : La Réunion's Shark Control Program into the International Legal Framework », *Journal of Territorial and Maritime Studies*, 2017, vol. 4, n°1, pp. 5-30.
15. Chapter XIX, « Goal 16 : Peace, Justice and Strong Institutions. Promote just, peaceful, and inclusive societies », 20 p in P. Duran y Lalaguna, C.M. Diaz Barrado et C. R. Fernandez Liesa (eds.), *International Society and the Sustainable Development Goals*, Thomson Reuters, 2016, pp. 523-546.
14. « La religion et les mouvements sécessionnistes », pp. 235-246, in G. Giraudeau, C. Bargues et N. Haupais (dir.), *Le fait religieux dans la construction de l'Etat*, Actes du colloque d'Orléans de juin 2014, Paris, Pedone, 2016, 273 p.
13. « A propos de l'affaire des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor- Leste c. Australie)* : quand la Cour internationale de Justice agit en garantie des droits établis relatifs à une autre procédure juridictionnelle », *Annuaire Français du Droit International* 2015, pp. 239-266.
12. « Les motifs non juridiques dans le contentieux territorial », pp. 81-96, in F. Couveinhes Matsumoto et R. Nollez-Goldbach (dir.), *Les motifs non juridiques dans les jugements internationaux*, Actes du colloque ENS du 7 novembre 2014, Paris, Pedone, 2016, 211 p.
11. « The Principles of Confidentiality of and NonInterference in the Communications with Lawyers and Legal Advisers (Legal Professional Privilege) regarding the recent ICJ and ECHR Case Law », *ASIL Insight*, Volume 20, Issue 16, 24 octobre 2016.
10. « A Slight Revenge and a Growing Hope for Mauritius and the Chagossians: The UNCLOS Arbitral Tribunal's Award of 18 March 2015 on Chagos Marine Protected Area (Mauritius v. United Kingdom) », *Brazilian Yearbook of International Law*, vol. 12, n°2, 2015, pp. 705-727.
9. « L'articulation des institutions financières internationales et européennes », in G. Giraudeau (dir.), *La réforme des institutions économiques internationales à la globalisation*, Paris, Mare et Martin, 2015, 202 p.
8. « La remarquable entrée en scène du TIDM dans le contentieux de la délimitation maritime : l'arrêt du 14 mars 2012 relatif à l'affaire du golfe du Bengale », *Annuaire du droit de la mer*, 2012, tome 17, pp. 93-118.
7. « La sentence Abyei du 22 juillet 2009 (Gouvernement du Soudan / Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan) », Table ronde du 22 octobre 2012 organisée par l'Association des internationalistes et l'IHEDN : « Partition et répartition des espaces : actualité de l'Afrique (SoudanCorne de l'Afrique) ». Actes publiés dans la revue *Aquilon* n°9.

6. « La naissance du Soudan du Sud : la paix impossible ? », *AFDI*, 2012, pp. 61-82.

5. « Retour sur un classique – Antonio Truyol y Serra, *Genèse et fondements de l'idée d'une communauté universelle : De la civitas maxima stoïcienne à la civitas gentium moderne*, Lisbonne, separata da *Revista da Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa*, 1958, 147 p », *R.G.D.I.P.*, 3/2012.

4. « Les compétences internationales des entités territoriales autonomes », *Annuaire français de droit international*, 2010, pp. 167-195.

3. « Le pouvoir discréptionnaire du juge au sein de la Cour internationale de Justice », pp. 277-300 in W. Jakimowicz et P. Serrand (dir.), *Le pouvoir discréptionnaire. Approches comparées en droit français et en droit polonais*, Actes du colloque de Cracovie - Université Jagellonne, 23 mars 2012, Paris, Mare et Martin, 490 p.

2. Capítulo 9 : Asia : La Asociación de Naciones del Sudeste Asiático (ASEAN) y la Asociación de Asia del Sur para la Cooperación Regional (SAARC) pp. 285-308 in Fernández Liesa (C. R.) y Cano Linares (A.) (dir.), *Los Procesos de Integración ante la Crisis Financiera International*, Civitas, 2012, 354 p.

1. Díaz Barrado (C.) et Manero Salvador (A.) (dir.), *Glosario de términos útiles para el análisis y estudio del Espacio Iberoamericano de Cooperación e Integración: Comercio, Cultura y Desarrollo*, Centre d'études Ibéro-américaines de l'Université Rey Juan Carlos de Madrid et de l'Université de la Havane, Marcial Pons, 2009, 419 p. Rédaction des références suivantes : article XXIV du G.A.T.T. (pp. 61-62), aide publique au développement (pp. 68-69), aide à l'alimentation (pp. 73-75) et G.A.T.T. (pp. 268-269).

Activités éditoriales

Depuis 2006, rédaction d'une cinquantaine de comptes rendus pour la bibliographie critique de l'*Annuaire français de droit international*, sous la direction du Professeur Pierre Michel Eisemann.

Participation à la rubrique de jurisprudence comparée de la RGDIP, sous la direction du Professeur R. Rivier, commentaires des décisions et lois suivantes : Espagne. Effets de la loi réformée relative à la compétence universelle des tribunaux. Application de la loi organique 1/2014 ; Chili. Décision du 25 mars 2015 : refus de contrôler l'application conforme de la Convention sur les droits de l'enfant ; respect du principe *pacta sunt servanda* ; Colombie. Cour suprême, décision du 2 avril 2014, cas n° 42.118, E. J. Bello Murillo (affaire James Terry Watson) —. Retrait d'une réserve : qualification et effets internes. Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale. Extradition ; Espagne. Audience nationale (sección cuarta), arrêt 270/13 du 18 novembre 2013, suivi des ordonnances du 10 février 2014 du juge central d'instruction n°2, 63/0823 —. Tribunal suprême (sala de lo penal), sentence 592/2014 du 14 juillet 201424 —. Compétence juridictionnelle de l'Etat. Compétence universelle. Supériorité des engagements internationaux sur la loi.

Communications :

16. « Les politiques d'extension du plateau continental et les différends territoriaux dans le Pacifique », 3 juillet 2018, Colloque sur les enjeux territoriaux du Pacifique, Nouméa.

15. « The role of international law in recent constitutional evolutions in Pacific », 3 décembre 2017, Anual meeting of the Pacific Constitution Research Network, Port Vila, Vanuatu.

14. « L'application du droit international dans les transitions institutionnelles », 17 novembre 2018, colloque UNC sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa.

13.« Le principe de précaution », discussion du 6 novembre 2017, Nouméa, Université de la Nouvelle-Calédonie et Compagnie des Experts.

12. « Les nouvelles obligations et les obligations renouvelées des Etats à l'ère du numérique », colloque de l'Université de Perpignan (10 mars 2017), S. Chatry et Th . Gobert (dir.), *Numérique : nouveaux droits, nouveaux usages*.

11.« Le droit d'asile en France », Journée SFTG sur les réfugiés, Paris, 16 décembre 2016.

10.« La neutralité du net », Université de Tours, Colloque sur la neutralité et le droit, 14 octobre 2016, sous la direction du Pr. F. Brunet.

9.« Les relations entre le Saint-Siège et le Conseil de l'Europe », Université de Nanterre, Journée religion et droit international, 13 octobre 2016, sous la direction du Pr. N. Haupais et de A.-L. Chaumette.

8.« El proceso de asilo y la crisis de los refugiados », Université de Pampelona, 6 octobre 2016, Journée sur les réfugiés.

7.« La location des Chagos par les Etats-Unis au bénéfice de la Grande-Bretagne », La Havane, 7 mai 2016.

6.« Les motifs non juridiques dans le contentieux territorial », Colloque du 7 novembre 2014, *Les motifs non juridiques dans les jugements internationaux*, ENS, Paris, sous la direction de F. Couveinhes Matsumoto et R. Nollez-Goldbach.

5.« La religion et les mouvements sécessionnistes », *Le fait religieux dans la construction de l'Etat*, colloque d'Orléans de juin 2014 sous la direction de G. Giraudeau, C. Bargues et N. Haupais.

4. « La colaboración judicial en la UE en el marco del asilo », Journée du 23 avril 2013 sur la coopération policière et judiciaire au sein de l'Union européenne, Université de Huelva, Espagne.

3.« La sentence Abyei du 22 juillet 2009 (Gouvernement du Soudan / Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan) », Table ronde du 22 octobre 2012 organisée par l'Association des internationalistes et l'IHEDN.

2.« L'articulation des institutions financières internationales et européennes », Journée franco-espagnole du 4 octobre 2012, *La réforme des institutions économiques internationales face aux défis de la globalisation*, Université d'Orléans.

1.« Le pouvoir discrétionnaire du juge au sein de la Cour internationale de Justice », colloque de Cracovie - Université Jagellonne, *Le pouvoir discrétionnaire. Approches comparées en droit français et en droit polonais*, Jakimowicz et P. Serrand (dir.), 23 mars 2012.

Interventions dans les médias/articles de presse :

« La neutralité du net toujours au cœur des débats », Droit & Technologies, 4 décembre 2017.

Commentaire de l'audition des pétitionnaires pour la Nouvelle-Calédonie devant la quatrième commission de l'AGONU, Journal télévisé NC 1^{ère}, 5 octobre 2017.

Commentaire de l'actualité liée à la Corée du Nord, Journal radio NC 1^{ère}, septembre 2017.

« La bataille des déracinés des Chagos n'est pas terminée », *Jeune Afrique*, 9 août 2016.

